

Espagne/Au lendemain de leur victoire aux élections régionales Les indépendantistes catalans face au défi de former un gouvernement

AFP
Barcelone/Espagne

Et ils doivent y parvenir avant fin mars. Faute de quoi, de nouvelles élections seraient convoquées.

FORTS de leur victoire aux élections régionales, les indépendantistes catalans devaient relever hier le défi de reprendre le pouvoir, alors que leurs dirigeants restent en exil ou en prison et que Madrid maintient son intransigeance.

Depuis Bruxelles où il a pris la fuite pour éviter l'arrestation, le président catalan Carles Puigdemont, destitué mais conforté par les urnes, a proposé au chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy de le rencontrer "à Bruxelles ou dans n'importe quel autre lieu de l'Union européenne".

A Madrid, M. Rajoy a repoussé cette offre, estimant que "la personne avec laquelle je devrais m'asseoir, c'est celle qui a remporté ces élections, madame (Inès) Arrimadas", la tête de liste du parti Ciudadanos qui a remporté le plus de voix et de sièges au Parlement catalan.

Poursuivi pour "rébellion et sédition", M. Puigdemont risque toujours d'être arrêté s'il remet le pied en Espagne.

Il a également demandé à être entendu par les institutions européennes. "Je demande à la Commission européenne ou d'autres institutions d'écouter le peuple catalan, et pas



Photo : AFP

La joie d'Inès Arrimadas. Son parti, Ciudadanos (opposé à l'indépendance), est arrivé en tête à l'issue des élections régionales. Mais c'est aux indépendantistes de former un gouvernement. Y parviendront-ils ?

seulement l'État espagnol", a-t-il déclaré.

Dans son bras de fer avec Madrid, le dirigeant nationaliste cherche systématiquement à se placer sur le même plan que le chef du gouvernement espagnol et à être reconnu par la communauté internationale, sans y parvenir pour l'instant.

M. Rajoy a également prévenu, au cours de sa conférence de presse, que le prochain gouvernement catalan, "quel qu'il soit (...) sera soumis à l'empire de la loi".

Une façon de sous-entendre qu'il n'hésiterait pas à recourir à nouveau à l'article 155 de la Constitution, utilisé pour la première fois le 27 octobre pour destituer le gouvernement

catalan et dissoudre le Parlement qui venait de déclarer l'indépendance.

M. Puigdemont avait affirmé pendant la campagne qu'en cas de victoire il rétablirait le gouvernement destitué.

Mais bien que réélu, il ne pourrait exercer ses fonctions ni de député ni de président depuis une cellule. Au total, parmi les nouveaux députés indépendantistes, 17 (bien 17) sont inculpés, dont trois en prison et cinq en exil.

La Cour suprême espagnole a d'ailleurs élargi hier à six personnalités indépendantistes supplémentaires (en plus des 22 déjà inculpées) les poursuites engagées pour rébellion, sédition et malversations.

"AUCUN SENS HIER, ENCORE MOINS AUJOURD'HUI"

"L'investiture d'un nouveau chef de gouvernement risque d'être un processus long et chaotique (et) le risque de nouvelles élections reste élevé", estime Antonio Barroso, analyste chez Teneo Intelligence. En effet si aucun gouvernement n'est formé à Barcelone avant la fin mars, de nouvelles élections devront être convoquées dans les deux mois qui suivront.

La victoire des indépendantistes, en sièges mais pas en voix, sera également limitée par le bon résultat du plus résolu des partis opposés à l'indépendance, Ciudadanos, qui est arrivé en tête avec 37 dé-

putés.

Inès Arrimadas a remporté un succès spectaculaire avec 1,1 million de voix. Son parti formé il y dix ans pour lutter contre le nationalisme catalan sera le plus fort au Parlement régional, mais elle ne dispose pas d'alliés pour former une coalition de gouvernement.

Les socialistes, opposés comme elle à l'indépendance, n'ont que 17 sièges et le PP s'est effondré, tombant à 3 sièges contre 11 aux dernières élections en 2015.

"Il est désormais clair qu'ici, en Catalogne, il n'y a jamais eu de majorité en faveur d'une indépendance", a déclaré hier la députée de 36 ans. "Si ce processus (menant à une sécession unilatérale) n'avait aucun sens hier, il en a encore moins aujourd'hui". La veille, elle avait promis de "continuer à lutter, y compris pour modifier une loi électorale qui donne plus de sièges à ceux qui ont moins de voix".

Les réalités de la situation en Catalogne, notamment les divisions internes au sein des indépendantistes qui promettent d'épineuses négociations, vont s'imposer aux vainqueurs de jeudi, estiment les experts.

Et la situation économique, alors que plus de 3 100 entreprises ont déjà déménagé leurs sièges sociaux dans d'autres régions espagnoles et que le tourisme et les investissements sont en baisse, risque également de pâtir de la poursuite de l'incertitude politique dans laquelle reste plongée la Catalogne.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice.** Enquête : Zuma fait appel

Le président sud-africain Jacob Zuma a fait appel hier d'une récente décision de justice qui lui ordonnait de mettre en place une commission judiciaire d'enquête sur des accusations de corruption à la tête de l'Etat dans lesquelles il est cité.

• **Ouganda/Rébellion.** L'armée attaque des camps en RDC

L'armée ougandaise (UPDF) a annoncé avoir lancé hier des attaques contre des camps des rebelles ougandais musulmans du groupe Allied Defence Forces (ADF), situés dans l'Est de la République démocratique du Congo.

• **Soudan du Sud/Conflit.** Des experts de l'Onu "perturbés" par les atrocités

Des experts de l'Onu se sont dits hier "profondément perturbés" par les atrocités commises par toutes les parties en guerre au Soudan du Sud et ont réclamé que les coupables soient traduits en justice.

A travers le monde

• **France/Diplomatie.** Macron : réveillon avec les soldats au Niger

Le président français Emmanuel Macron est arrivé hier en fin de journée au Niger pour réveillonner avant l'heure avec des centaines de soldats français déployés pour lutter contre les groupes jihadistes au Sahel.

• **Honduras/Politique.** Les Etats-Unis félicitent Hernandez pour sa réélection

Les Etats-Unis ont félicité hier le président réélu du Honduras Juan Orlando Hernandez pour sa "victoire" lors de l'élection du 26 novembre, appelant à un "dialogue national robuste" alors que l'opposition dénonce des fraudes lors du scrutin.

• **Proche-Orient/Conflit.** Abbas n'acceptera "aucun plan" de paix américain



Les Palestiniens n'accepteront "aucun plan" de paix proposé par les Etats-Unis au Proche-Orient après leur reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, a déclaré hier à Paris le président palestinien Mahmoud Abbas lors d'une rencontre avec Emmanuel Macron qui, lui, a jugé Washington désormais "marginalisé".

Photo : AFP

Mali/Politique

ATT va rentrer au pays

AFP
Bamako/Mali

L'ex-président, qui vivait en exil au Sénégal depuis cinq ans, est attendu à Bamako ce dimanche.

LE chef de l'Etat malien Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé hier le retour ce dimanche à Bamako de l'ex-président Amadou Toumani Touré (2002-2012), en exil au Sénégal depuis cinq ans, qui a exclu de s'engager de nouveau en politique.

Il s'agit de la première confirmation officielle des affirmations ces derniers jours de proches d'Amadou Toumani Touré, dit "ATT", annonçant son retour imminent.

"Le moment est venu de dire à notre jeune frère Amadou Toumani Touré de revenir au Mali. Il a quitté le pouvoir de manière légitime", a déclaré le président Keïta à Bamako pendant la cérémonie de lancement de la Journée nationale des communes.

« C'est pourquoi, au nom du Mali, je l'ai décidé. Je dis : "Mon cher cadet, il est temps de revenir, le climat me semble favorable" », a-t-il ajouté, précisant qu'il déjeunerait dimanche avec lui à sa résidence.

"Il est temps que nous dépassions les petites passions. Le Mali d'aujourd'hui a besoin de cela", a estimé le chef de l'Etat.

Joint au téléphone par l'AFP de Bamako, Amadou Toumani Touré s'est dit

"heureux".

"Je remercie les autorités sénégalaises. Je vais voir dès dimanche, s'il plaît à Dieu, mon aîné, le président IBK (Ibrahim Boubacar Keïta). Je ne vais pas faire de politique", a-t-il ajouté.

Une élection présidentielle est prévue au Mali en 2018, mais M. Keïta n'a pas encore dit s'il serait candidat.

Général à la retraite élu président en 2002, réélu en 2007, "ATT" avait été renversé le 22 mars 2012 par des militaires qui l'accusaient d'incurie face à la rébellion dans le nord du pays. En avril 2012, il avait ensuite formellement démissionné, puis quitté le Mali pour Dakar avec sa famille. Il était menacé d'un procès

pour "haute trahison" au Mali, à la suite notamment d'accusations du gouvernement en décembre 2013. Mais l'Assemblée nationale a rejeté en décembre 2016 à une écrasante majorité l'ouverture de poursuites contre lui.

"Je vais lui envoyer l'aéronef de la République pour le chercher et le ramener au Mali", a indiqué M. Keïta, soulignant avoir remercié son homologue sénégalais Macky Sall "pour son hospitalité".

M. Touré a ces dernières années mené une existence discrète à Dakar, n'apparaissant presque jamais ni ne s'exprimant en public. Le putsch de 2012 a précipité la déroute de l'armée face à la rébellion à dominante touareg et aux

groupes jihadistes liés à Al-Qaïda dans le nord du Mali. Cette vaste région était alors tombée sous la coupe des jihadistes d'abord alliés aux rebelles, qu'ils avaient ensuite évincés.

Ces groupes jihadistes ont été dispersés et en grande partie chassés par une intervention militaire internationale lancée en janvier 2013, à l'initiative de la France, qui se poursuit actuellement.

Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, régulièrement visées par des attaques meurtrières, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes.